

ARRETE N° 2023/259

Réglementant la circulation et le stationnement à l'occasion de l'organisation du « Salon Manon Rencontre Nature et Bien – Etre » 2023

Le Maire de Carry-le-Rouet,

VU la loi n°82-213 du 02/03/1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22/07/1982,

VU la loi n°96-142 du 21/02/1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les dispositions du Code Pénal,

VU les articles L 411-1, R 411-5 et R 411-8 du Code la Route

VU l'article L 511-1 du Code de Sécurité Intérieure,

CONSIDERANT l'organisation du « **Salon Manon Rencontre Nature et Bien – Etre** », le dimanche 25 juin 2023 sur l'Esplanade Jean Jaurès avec extension sur le quai Vayssière et le Parking Roger Grange,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'assurer à la fois la circulation, le stationnement des véhicules et garantir la sécurité des piétons,

ARRETONS

ARTICLE 1 : Seront réservés à l'organisation du « Salon Manon Rencontre Nature et Bien –Etre », le 25 juin 2023 :

- L'esplanade Jean Jaurès ;
- Le quai Vayssière (quai Est du port) et le parking de l'Espace Roger Grange, de 07 h à 23 h ; l'accès sera limité par la mise en place d'une barrière devant l'établissement le St Trop. Une voie d'accès sera réservée aux véhicules de secours.

La mise à l'eau sera interdite. Barrières et panneaux matérialiseront les interdictions et la circulation.

Des barrières matérialiseront les interdictions de stationner de la veille 0 heures à 23 heures, le jour de la manifestation.

ARTICLE 2 : La signalisation adéquate et les barrières pour l'interdiction de stationner seront mises en place par le service technique et le service animation et disposées par la police municipale qui prendront, en outre, toutes les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité des usagers.

ARTICLE 3 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Cette saisine peut être faite :

- par voie écrite à l'adresse suivante :
Tribunal Administratif de Marseille
22/24 rue Breteuil
13281 MARSEILLE CEDEX 6
- par voie dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable du SDIS 13, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, Monsieur le Directeur des Services Techniques, , Monsieur le Responsable de la capitainerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carry-le-Rouet, le 7 juin 2023



Par délégation du Maire,
Patrick LA TONA
Adjoint aux Affaires Culturelles,
Festivités, Événementiel,
Commerce et Artisanat.